

Olivier Maingain

Nouveau boss

Le président de DÉFI voit sa cote de popularité et celle de son parti s'envoler. Pourquoi pas vers un nouvel horizon politique wallon?

- Texte: Gauthier De Bock -

Forte activité sismique dans le paysage politique belge. Laurette Onkelinx arrête. Yvan Mayeur aussi. Joëlle Milquet y songe. Elio Di Rupo ne pourra plus longtemps faire semblant d'ignorer la question... C'est toute une génération d'hommes et de femmes politiques que les scandales à répétition des derniers mois ont usés ou poussés à la retraite. Celle qui émergea au milieu des années 90, lorsque la précédente fut balayée par le scandale Agusta ou l'affaire Dutroux.

En politique comme en géologie, une strate en recouvre une autre en attendant la catastrophe qui provoquera la suivante. Dans les glissements de terrain actuels, Olivier Maingain, pourtant actif depuis les années 90, fait mieux que se maintenir. L'an dernier, il était classé 6^e dans le palmarès des hommes politiques les plus populaires de la Région bruxelloise. Le dernier sondage lui décerne la première place à Bruxelles et, beaucoup plus étonnant, la deuxième en Wallonie, juste derrière Paul Magnette. Quant à DÉFI, sa formation talonne le MR dans les intentions de vote à Bruxelles et passe allégrement la barre des 5 % en Wallonie, juste derrière le cdH. L'ancien "Front démocratique des francophones", longtemps perçu comme une fortification défensive et monomaniacale à usage uniquement communautaire,

apparaît maintenant comme une alternative au même titre que le PTB...

Ça vous fait quoi d'être l'homme politique le plus populaire de la capitale de l'Europe?

OLIVIER MAINGAIN - Je préfère voir les sondages comme des encouragements. Mais je sais que les études d'opinion sont éphémères. Seul le travail sur le long terme garantit la réussite, et il y a parfois des moments où l'on est plus entendu...

Justement, on ne vit pas un "moment communautaire" où les francophones seraient l'objet d'attaques. Comment expliquer alors que vous soyez autant "entendu"?

Notre parti est atypique par rapport aux partis traditionnels parce que nous nous battons pour nos convictions en vivant dans la glorieuse incertitude de ne pas savoir si nous serons associés au pouvoir. On a toujours été perçus comme un parti de convictions. C'est, je crois, la raison pour laquelle nous sommes considérés comme un parti "honnête" et "sincère".

Qu'est-ce qui vous a empêché de former une nouvelle majorité?

Nous n'avons pas écarté la possibilité d'une nouvelle majorité, mais nous y avons mis des conditions qui n'ont pas été rencontrées... Je considère que l'éthique, c'est aussi respecter ses accords politiques. Nous avons conclu un accord de gouvernement à Bruxelles à la suite des élections régionales sur la base de résultats électoraux. En démocratie, ce sont les électeurs qui ont le dernier mot. Finalement, on aurait dû connaître, à la suite de cette crise créée par M. Lutgen, un retour aux urnes. De nouvelles élections. Mais nos institutions ne le permettent pas et ça, M. Lutgen le savait, mais il s'est comporté comme si c'était possible... Moi, je me base donc sur le résultat des élections de 2014, pas d'hypothétiques résultats. C'est ça, la démocratie. Et puis ensuite, parce que je n'avais pas la possibilité de former une autre majorité "stable". Le groupe MR connaît un haut taux d'absentéisme et il y a certaines personnes qui sont mêlées

à des affaires: De Decker, Destexhe... Il y a beaucoup de mandataires socialistes aux prises avec l'un ou l'autre scandale. Mais pas au gouvernement bruxellois: le Samusocial, c'est un scandale communal de la ville de Bruxelles, pas de la Région...

Cette crise, elle fait partie d'un cycle, d'un retour de balancier, d'un mouvement saisonnier à l'approche d'échéances électorales?

**L'assistantat en Wallonie?
C'est avant tout celui
des partis!**

À voir le résultat, c'est plus une initiative intempestive mal évaluée quant à ses conséquences y compris celles ayant trait à la gestion publique. J'entends M. Lutgen dire qu'il a "fait bouger des lignes" en termes de gestion publique. Ah oui? Pendant combien de temps Stéphane Moreau et ses acolytes resteront en place dans Publifin et ses filiales? Et puis j'ai lu attentivement la déclaration gouvernementale du nouvel exécutif wallon. Je n'ai pas vu la moindre annonce d'une réforme en profondeur du système des intercommunales et de ses montages opaques...

Qu'est-ce que vous pensez de la "Wallonie de l'assistanat" de M. Lutgen ou des attaques de M. Jeholet contre les chômeurs et le Forem?

Le Wallonie de l'assistanat? C'est d'abord l'assistanat que les partis politiques au pouvoir mettent en place pour distribuer des avantages à leurs affiliés ou à leurs mandataires! C'est à cet assistanat-là qu'il faut mettre fin et ne pas montrer du doigt ceux qui, pour la majeure partie, font tout ce qu'ils peuvent pour survivre.

Qu'est-ce que vous inspire ce qui se chuchote au sujet d'un appel que lancerait M. Di Rupo à M^{me} Milquet pour un "rassemblement"?

Je réponds très froidement que tout ce jeu-là me semble daté et dépassé. Ce sont des réflexes d'appareil de parti qui veut - une fois de plus - conserver des influences, des rapports de force... Je trouve cela dérisoire par rapport aux enjeux qui nous attendent. On a besoin de forces politiques capables de dépasser la logique de l'affrontement de catégories sociales. Nous devons exiger l'excellence. Parce que si nous ne sommes pas très performants sur le plan économique et très solidaires sur le plan social, notre modèle - le modèle européen - va s'effondrer.

C'est ce nouvel équilibre économico-solidaire, ce libéralisme social que je défends.

Les "Estivales du MR" organisées à Walibi, ça va dans le sens de l'excellence?

Je ne suis pas contre le fait de s'accorder des moments festifs au sein d'un parti. Mais que la rentrée politique d'un parti comptant dans ses rangs le Premier ministre consiste à faire parader ses mandataires politiques dans la chenille d'un parc d'attractions me semble aller bien au-delà du surréalisme. Quel genre de message cela peut-il bien envoyer aux citoyens belges ou à nos partenaires internationaux? Pourquoi ne pas remplacer *La Brabançonne* par *La danse des canards*, tant que nous y sommes... La crédibilité, le sens de l'État, c'est aussi ce qu'on attend de la classe politique.

Retrouver la crédibilité à l'action politique, c'est l'objectif de votre parti?

Oui, et il y en a un autre, largement aussi important. Le PS paraît bien mal en point. Or, il jouait un rôle de contrepoids vis à vis de la N-VA, qui, même si elle se fait discrète, continue son travail de siphonnage de l'État belge au profit de la Flandre. Nous avons peut-être là un rôle à jouer. Il y a beaucoup de Wallons qui s'interrogent sur ce que leur paysage politique leur offre comme alternance. Le PTB? C'est le choix radical des déçus de la gauche, mais personne ne pense sérieusement qu'on peut gérer un État avec les idées du PTB. Si on veut une véritable alternance, il ne reste guère de possibilités...

Sauf celle d'une implantation de DÉFI en Wallonie, c'est ça?

C'est notre très grande priorité. Il nous reste deux ans avant les élections régionales, on peut y parvenir. On continue à progresser, des membres arrivent, des sections se créent... Peut-être aurons-nous dans les mois qui viennent certaines personnalités de la société civile wallonne qui pourraient nous rejoindre...

On les connaîtra bientôt ces personnalités?

Un peu de patience, un peu de patience... ✖

Une crise, si je veux

Une crise politique majeure débouche dans de nombreuses démocraties sur des élections anticipées. En Belgique, le mécanisme existe, mais seulement au fédéral. La Constitution est très claire sur ce point: les Parlements wallon, flamand et bruxellois ne peuvent être dissous anticipativement. Les partis sont, par conséquent, contraints de s'entendre pour former une majorité avec les députés en place depuis mai 2014...